



QUE COÛTERAIT AUX CANADIENS UN MÉGASÉISME?

L'IMPACT ÉCONOMIQUE D'UN SÉISME MAJEUR AU CANADA – POINTS SAILLANTS D'UNE ÉTUDE

POURQUOI MENER UNE ÉTUDE?

- Le Canada a deux principales zones sismiques : la région côtière de la Colombie-Britannique et le corridor Québec-Montréal-Ottawa, où résident 40 % des Canadiens.
- Les tremblements de terre qui ont dévasté Haïti, le Chili, le Japon et la Nouvelle-Zélande ont poussé les assureurs de dommages du Canada à se poser la question suivante : Le Canada est-il prêt à faire face à un séisme majeur? Sommes-nous prêts physiquement? Financièrement?
- L'étude la plus récente sur l'impact économique d'un séisme majeur au Canada datait de 20 ans. Par ailleurs, aucune étude n'avait été effectuée sur l'éventualité d'un tremblement de terre dans l'est du Canada.

À PROPOS DE L'ÉTUDE

- Le Bureau d'assurance du Canada (BAC) a commandé à AIR Worldwide (une société d'experts de renommée internationale en modélisation des risques catastrophiques) une étude contrôlée par des pairs dans le but de quantifier les coûts globaux d'assurance et les coûts économiques d'un séisme d'une périodicité de 500 ans, et de fournir une analyse détaillée des effets dévastateurs. L'étude a modélisé de manière réaliste des séismes majeurs en Colombie-Britannique (scénario de l'ouest) et dans le corridor Québec-Montréal-Ottawa (scénario de l'est).

REMARQUE : Les résultats de l'étude ne sont pas des prédictions. L'étude montre les effets de deux scénarios hypothétiques, très précis. Des scénarios différents (par exemple, un séisme plus important, un emplacement différent, etc.) entraîneraient des résultats différents.

→ **L'événement : un séisme de magnitude 9,0 à 75 km de la côte ouest de Vancouver (zone de subduction de Cascadia).**

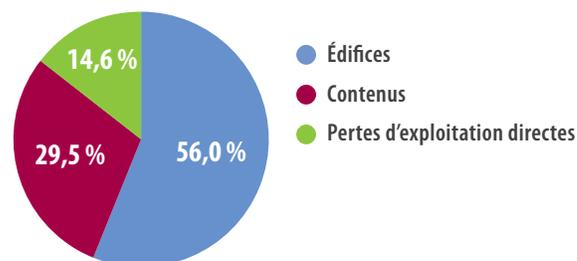
→ **Les pertes économiques globales : presque 75 milliards \$**

→ **Les pertes assurées : 20 milliards \$**

La forte densité de la population et l'activité économique de cette région ont des répercussions importantes sur le niveau de sinistres prévus dans ce scénario.

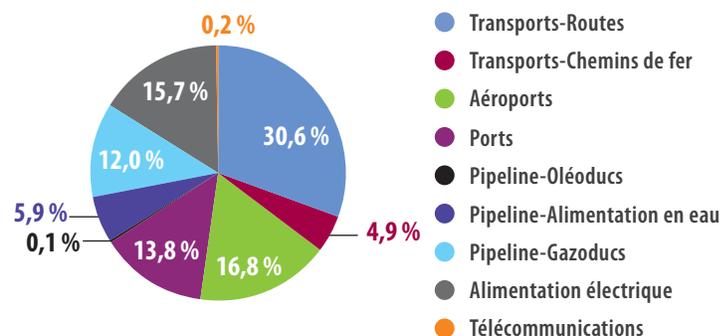
L'infrastructure, les réseaux de transport/chaîne d'approvisionnement et l'activité commerciale dans cette région seraient gravement touchés par une secousse tellurique et les incendies (suivant le séisme), et dans une moindre mesure par le tsunami et la liquéfaction.

PERTES TOTALES DES BIENS ASSURÉS



Contribution de chaque garantie aux pertes totales des biens assurés

PERTES D'INFRASTRUCTURE



Contribution de chaque type d'infrastructure aux pertes totales.

PERTES DIRECTES ET INDIRECTES

Risque	Biens	Infrastructure	Biens publics	Total
Secousse tellurique	48 639	1 044	1 333	51 016
Tsunami	4 208	91	65	4 364
Incendie post-sismique	519	0	14	534
Liquéfaction et glissement de terrain	5 250	753	83	6 086
Pertes directes totales	58 617	1 888	1 495	62 000
Impact indirect				12 744
Total des pertes directes et indirectes				74 744

PERTES ASSURÉES

Secousse tellurique	17 078
Tsunami	1 117
Incendie post-sismique	337
Liquéfaction et tremblement de terre	1 899
Pertes assurées totales	20 431

Tous les montants sont en millions et comprennent l'augmentation de la demande ou l'inflation post-catastrophe. Dans certains cas, le pourcentage total peut ne pas être de 100 %, car les chiffres ont été arrondis.

POURQUOI SI PEU?

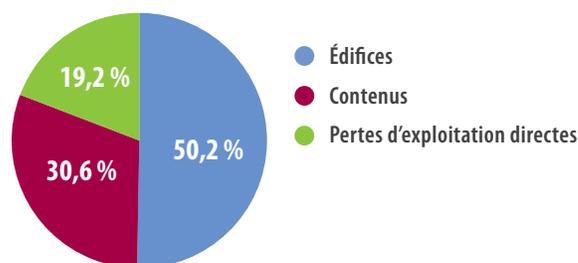
Les pertes assurées sont relativement peu élevées en raison du faible taux de souscription d'assurance habitation contre les tremblements de terre en Colombie-Britannique. Bien qu'ils habitent dans une région à risque, plus de **55 %** des habitants de la Colombie-Britannique **n'ont pas** d'assurance contre les tremblements de terre.

- L'événement : un séisme de magnitude **7,1** près de la ville de Québec (zone sismique de Charlevoix).
- Les pertes économiques globales : presque **61 milliards \$**
- Les pertes assurées : **12 milliards \$**

D'après ce scénario, le séisme est de magnitude beaucoup plus faible, mais l'épicentre est plus près de la surface et d'une région métropolitaine importante. Même si la population touchée est moins élevée, un plus grand nombre de biens sont à risque en raison de l'âge avancé de l'infrastructure, des édifices plus vieux, des constructions de béton et le fait que peu de consommateurs de cette région ont une assurance contre les tremblements de terre.

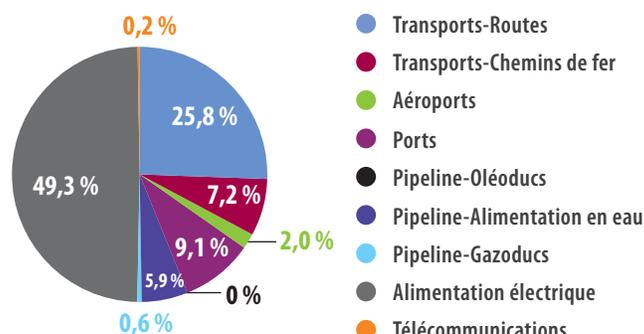
Par conséquent, l'impact économique global est semblable à celui du scénario de l'ouest, par contre les pertes assurées sont bien moindres.

PERTES TOTALES DES BIENS ASSURÉS



Contribution de chaque garantie aux pertes totales des biens assurés

PERTES D'INFRASTRUCTURE



Contribution de chaque type d'infrastructure aux pertes totales.

PERTES DIRECTES ET INDIRECTES

Risque	Biens	Infrastructure	Biens publics	Total
Secousse tellurique	44 915	1 891	1 354	48 159
Incendie post-sismique	706	0	19	726
Liquéfaction et glissement de terrain	302	67	5	374
Pertes directes totales	45 922	1 958	1 378	49 259
Impact indirect				11 336
Total des pertes directes et indirectes				60 595

PERTES ASSURÉES

Secousse tellurique	11 543
Incendie post-sismique	628
Liquéfaction et tremblement de terre	56
Total des pertes assurées	12 228

Tous les montants sont en millions et comprennent l'augmentation de la demande ou l'inflation post-catastrophe. Dans certains cas, le pourcentage total peut ne pas être de 100 %, car les chiffres ont été arrondis.

POURQUOI SI PEU?

Les pertes assurées sont relativement peu élevées en raison du faible taux de souscription d'assurance habitation contre les tremblements de terre au Québec. Bien qu'ils habitent dans une région à risque, jusqu'à **96 %** des Québécois **n'ont pas** d'assurance contre les tremblements de terre.

LA RÉALITÉ

- Le risque d'un tremblement de terre majeur pour les Canadiens et notre économie est bien réel. Selon Ressources naturelles Canada, au cours des 50 prochaines années, le risque d'un séisme important en Colombie-Britannique est de 30 %, et de 5 à 15 % dans la région de Québec-Montréal-Ottawa. Et en raison des coûts calculés dans ce rapport pour notre pays, l'inaction n'est pas une option.
- Les assureurs de dommages du Canada sont en mesure de servir leurs clients après un tremblement de terre d'une périodicité de 500 ans. Mais des séismes plus importants peuvent survenir : le séisme de 2011 au Japon était un événement d'une périodicité de 600 ans.
- Un tremblement de terre important toucherait tous les Canadiens et aurait un effet « boule de neige » sur l'économie nationale en raison des dommages matériels, de l'interruption de la chaîne d'approvisionnement, des pertes de services, des défaillances des infrastructures et des pertes d'exploitation.

À PROPOS D'AIR WORLDWIDE

AIR Worldwide (AIR) est un leader scientifique et un fournisseur très respecté de logiciels de modélisation de risques catastrophiques et de services de consultation. AIR a fondé l'industrie de modélisation des risques catastrophiques en 1987. De nos jours, la société AIR modélise les risques allant de catastrophes naturelles au terrorisme dans plus de 90 pays, pour plus de 400 clients du secteur privé et du secteur public.

CRÉATION D'UN PLAN

- Les consommateurs, les assureurs et les gouvernements devraient tous participer à l'élaboration d'une stratégie nationale, une approche planifiée, disciplinée et intégrée de la gestion du risque de séisme.
- Les chefs des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada ont exprimé leur désir de collaborer à une solution partagée. Le BAC s'engage à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements, l'industrie des services financiers, les organisations non gouvernementales et l'industrie de l'assurance pour s'assurer qu'un cadre d'intervention national est en place avant que frappe un mégaséisme.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Vous trouverez un sommaire ainsi que la version intégrale du rapport final au www.ibc.ca.

Questions? Envoyez-nous un courriel à earthquake@ibc.ca.

À PROPOS DU BUREAU D'ASSURANCE DU CANADA

Le Bureau d'assurance du Canada est l'association sectorielle nationale qui représente les sociétés privées d'assurance habitation, automobile et entreprise du Canada. Ses sociétés membres représentent 90 % du marché de l'assurance de dommages au Canada.

Le secteur de l'assurance de dommages emploie plus de 118 600 Canadiens, paie des impôts de plus de 7 milliards de dollars aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux et gère en tout des primes de 46 milliards de dollars.